

Aristide LAPEYRE

LE PROBLÈME ESPAGNOL

*« Heureux les peuples
qui n'ont pas d'histoire... »*



1946

Brochure rééditée par le Groupe James GUILLAUME de la Fédération Anarchiste

Aristide LAPEYRE

LE PROBLÈME ESPAGNOL

Les peuples heureux n'ont pas d'histoire.

Hélas ! le peuple espagnol a une histoire. Riche de grandeurs, de splendeurs, de cruautés, de petitesesses, de misères, de sang et d'or.

Comme toutes les nations européennes, l'Espagne, terre extrême du continent, a connu l'apport des populations les plus diverses : Ibères des côtes méditerranéennes, venus on ne sait d'où; Celtes, venus de la Gaule et occupant le Nord et l'Ouest; jonction au centre pour former les Celtibères; colonies phéniciennes, grecques; marins carthaginois, qui fondent la « Nouvelle Carthage » : Carthagène et s'étendent jusqu'à l'Ebre et le Douero.

Viennent ensuite les Romains qui bataillent plus de deux siècles pour conquérir la péninsule.

A la mort d'Auguste, — an XIV —, l'Espagne forme trois provinces de Rome : au Nord, la Tarraconaise, à l'Ouest, la Lusitanie, au Sud, la Bétique.

En 632, les Wisigoths, venus de Germanie, possèdent toute la péninsule.

Mais, extrême pointe de l'Europe, l'Espagne est aussi la voisine la plus immédiate de l'Afrique, et les Maures, passant le chenal, attaquent les Wisigoths et les défont complètement à Xérès de la Frontera. Ils les repoussent ensuite vers le Nord, ne leur laissant que le petit royaume des Asturies, nommé plus tard royaume d'Oviédo, puis de Léon.

Des luttes sans merci mettent aux prises divers princes, en une lutte qui dure sept cents ans, ruine toute l'Espagne, et aboutit à la soumission des Maures par les chrétiens. C'est « la reconquista ». Seigneurs et clergé, tous plus ou moins reîtres, plus ou moins soldats, tous catholiques, s'installent alors en un banquet sans fin, dans l'improductivité la plus absolue.

Catholiques, au nom de la Sainte Inquisition, ils allument partout les bûchers et, en 1492, chassent les juifs. Avec eux, tout le commerce.

En 1516, à la mort de Ferdinand d'Aragon et à l'avènement de son petit-fils : Charles-Quint, l'Espagne, unie en seul Etat, possède : la Sardaigne, la Sicile, le royaume de Naples, la Franche-Comté, les Pays-Bas.

Peu après, elle achète le Milanais.

Enfin, la découverte et la conquête du Mexique lui donnent le Pérou, la Nouvelle-Grenade, le Chili, Buenos-Ayres, etc...

Riche de l'or de ses colonies, elle achète le Portugal en 1580.

On peut dire que le xvi^e siècle est le siècle de l'Espagne.

Par le pillage de ses colonies, l'or et les denrées qu'elle en rapporte, elle n'a pas besoin d'exploiter les richesses de son sol.

Elle ne s'aperçoit même pas de la disparition de son commerce et de son industrie lorsqu'elle chasse les Juifs en 1492 et les Maures en 1609.

Souveraine insolente, l'Eglise Catholique bannit toute liberté, toute indépendance; elle dénonce, arrête, juge, condamne, torture, exécute, corrompt, abêtit.

Et comme on étouffe, en Espagne, la jeunesse fuit vers les terres lointaines, vers les Amériques fabuleuses.

Les Seigneurs, les « Grands », promènent leur luxe sans égal dans toutes les Cours, dont ils sont les plus riches et les plus beaux paréments.

Pendant ces siècles d'orgies somptueuses et sombres, les terres ne sont pas cultivées et le paysan est réduit à vivre d'aumônes, à se faire valet, ou à crever de faim.

Mais bûchers, évasions, guerres, et surtout l'abandon complet du travail, minent rapidement l'Espagne et la chute du géant est un véritable effondrement.

En 1609, elle perd 7 des 18 provinces des Pays-Bas; en 1640, le Portugal; en 1659, le Roussillon; de 1674 à 1679, la Franche-Comté. De 1701 à 1714, la guerre de Succession qui place sur le trône d'Espagne un petit-fils de Louis XIV, lui fit perdre toutes ses possessions européennes hors de la péninsule.

Mais ces revers ne rendirent pas sages ni ses Grands, ni son Clergé.



La Révolution Française de 1789 sonna le glas des vieux régimes. Le monde entier en fut ébranlé. Sauf en Espagne où les prêtres faisaient bonne garde.

Pas un écho n'y retentit. Il fallut pour que l'Espagne s'éveille, le passage de Napoléon lancé à la conquête du monde.

Profitant de dissentiments dans la famille royale, Napoléon place sur le trône d'Espagne son frère Joseph. Mais, en l'absence du roi qui a abdiqué et de son fils qui est peut-être prisonnier, toute la nation se soulève et contre l'étranger et, poussé par le clergé, contre les soldats de la Révolution. C'est une guerre atroce, sans merci, et quand l'armée anglaise de Wellington intervient, la Grande Armée est ramenée en France, jusqu'à Toulouse.

Cette lutte contre l'envahisseur, en l'absence du roi, amène sur le plan politique la classe bourgeoise, comme dans les autres pays, et elle donne à l'Espagne la Constitution de Cadix en 1812. Elle n'est, en vérité, pas bien audacieuse et cependant, quand Ferdinand VII revient sur son trône, à lui conservé par la bourgeoisie, son premier geste est de la supprimer.

Cependant que l'Espagne se refuse à suivre les autres nations sur la route du progrès politique, économique et social, les idées nouvelles soulèvent ses colonies et, en 1819, Buenos-Ayres, Venezuela, Chili et Nouvelle-Grenade se libèrent, se constituent en Etats souverains et proclament la République.

Des immenses colonies qu'elle avait au xviii^e siècle, il ne reste à l'Espagne que Cuba et Porto-Rico en Amérique, les Philippines et les Mariannes en Océanie.

L'Espagne n'a plus qu'une ressource : travailler. A l'exemple de l'Angleterre, de la France ou des provinces germaniques, elle pourrait ouvrir des ateliers, des usines, cultiver ses immenses domaines incultivés. Elle finit de s'épuiser en des luttes permanentes de militaires pour le pouvoir ou de bourgeois sans audace ni appui dans le peuple.

Enfin, plus misérable que jamais, incapable de nourrir sa cour, ses militaires, son clergé, elle se saigne à blanc et irrémédiablement dans sa guerre contre les Etats-Unis qui, au traité de Paris, en 1898, lui enlèvent ses dernières colonies.

LA GUERRE DU MAROC

En Espagne, rien encore ne s'est fait sans les militaires. Ils ont été de toutes les Révolutions, de toutes les Répressions; ils ont défait et refait les gouvernements. Ils en ont toujours été les maîtres réels puisqu'ils pouvaient les maintenir à leur gré, ou les chasser. Aussi, la royauté trouvait-elle en ses colonies un exutoire réellement bénéfique.

Revenus des Philippines, aussi fiers et arrogants que vaincus, insolents à leur habitude, les officiers emplissent de leur vanité et de leur bruit et la Cour et les cours.

Il faut, coûte que coûte, les éloigner. Leur appétit est insatiable; on leur jette un os à ronger, une petite portion de Maroc. Pauvres terres sans horizons, sorte de camp d'exil d'où nulle richesse ne saurait jaillir. Et le roi fait des généraux et lève de nouveaux impôts de guerre.

Mais, si le Maroc espagnol est pauvre en tout, il n'en est pas ainsi de la zone insoumise qui, tout près des frontières, à Beni-bu-Ifrur, au pied du Mont At-Laten, possède des mines de fer d'une grande richesse et d'une exploitation facile.

Le Comte de Romanones, un des politiciens les plus éminents de la royauté et des plus gros propriétaires terriens de la métropole, forme un groupe financier, s'abouche avec le Rogui, vague petit chef de tribu, lui fournit les armes et l'argent pour qu'il sorte vainqueur d'une guerre civile déclanchée par lui-même, ce qui lui permet de s'approprier les mines de Beni-bu-Ifrur et en faire la ristourne au groupe Romanones.

C'était bien joué. Mais les puissances signataires du pacte d'Algésiras protestent cette vente, la déclarent nulle, puisque ce ne sont pas des troupes espagnoles qui ont été conquérir les mines.

La conquête impliquait une guerre; pour avoir sa guerre, Romanones va créer un prétexte. Cette fois, il s'abouche avec quelques rôdeurs rifains, leur distribue quelques écus, moyennant quoi ils assassinent quelques pauvres diables d'Espagnols, commerçants ou missionnaires, ce qui oblige le gouvernement espagnol à préparer une expédition pour punir les « sauvages » marocains.

C'est en juillet 1909 qu'en est chargé le général Marina.

Il débute par une prudente occupation des territoires entourant immédiatement Melilla. Les Maures répondent par un soulèvement général à cette agression. On n'attendait que cela. L'armée, la Grande Armée espagnole qui porte l'espoir de Romanones et l'avenir de tous ces prétoriens, et l'Honneur de l'Espagne, attaque à fond, pousse l'occupation énergiquement.

Les Destins, hélas, ne leur sont pas favorables; mal armés de vieux fusils sans portée, mais enthousiastes, féroces, implacables, connaissant à fond le terrain et ivres de liberté, les Marocains harcèlent l'armée espagnole, la déciment lamentablement et, en quelques heures, la rejettent sur ses bases de départ, coupant au passage del Lobo la colonne du général Pinto, le tuant et avec lui presque tous ses soldats.



A Madrid et dans toute l'Espagne, ce fut de la stupeur, Une armée qui coûte si cher ! qui avait été écrasée aux Philippines...

En ces heures, les choses les plus respectables perdent leur autorité. Le Gouvernement s'en rend compte, et de la nécessité de réagir vite et vigoureusement.

La mobilisation d'un certain nombre de classes de réservistes est décidée. Mais quel pavé ! Cela ne fait qu'ajouter au mécontentement général. L'insoumission s'organise, les hommes disparaissent, des femmes se couchent sur les rails pour empêcher des trains de partir. L'opposition prend toutes les formes, à Barcelone c'est un véritable soulèvement du peuple, une révolution. Pendant cinq jours le peuple est maître de la ville.

Vient la répression. L'armée qui a été battue sur tous les champs de bataille, à l'intérieur, contre le peuple, fait merveille et, sur les ordres de l'ignoble politicien Juan La Cierva, c'est dans le sang que l'ordre est rétabli.

C'est à la suite de la « Semaine Sanglante » que Francisco Ferrer est arrêté et, innocent, condamné à mort, par ordre.

Il est fusillé le matin du 13 octobre 1909 dans les fossés de Monjuich, laissant un admirable testament philosophique et cet enseignement d'un homme qui sait mourir; aux soldats qui, l'arme au pied, attendaient l'ordre de le tuer, il dit fermement, fièrement : « Mes enfants, visez bien. Vous n'êtes pas responsables. Je suis innocent. Vive l'Ecole Moderne ! ».

Hélas ! Combien de fils du peuple innocents ont, pour les mines de fer de Romanones, versé leur sang ?

Au budget s'inscrivent les milliards sués par le peuple. L'armée se gorge de prébendes et accumule défaites sur défaites. Le Maroc est un trou sans fond qui engloutit chaque année le meilleur du pays. Au bout, il ne saurait y avoir que la faillite. Le roi le sait bien. On commence à l'accuser de toutes parts et, l'imbécile, croit un jour mériter ce qualificatif que quelqu'un lui a lancé par dérision : « Alphonse l'Africain ».

A l'intérieur, le désordre est à son comble. Cela ne peut durer ainsi. Les syndicats révolutionnaires se font menaçants.

Alphonse a décidé. Quoi ? Nul ne le sait. Lui seul et quelque complice. Mais il compte bien en finir avec la guerre du Maroc, il compte retrouver la confiance de la nation, il compte raffermir un trône plus que chancelant, branlant.

Ce jour-là, 25 juillet, pour la fête de Saint-Jacques, le patron de l'Espagne, la Cour a suivi la famille royale à Burgos, pour assister aux grandes fêtes du transfert des cendres du Cid. Et quelles fêtes ! Toute la pompe imaginable, toutes les richesses, toutes les draperies, tous les ors, tous les bijoux, toutes les musiques; toutes les folies. Et l'attrait de l'inconnu : ce secret du Roi. Car il a un secret. Un secret qu'il va dévoiler au cours de cette fête.

Et la surprise vient, dans le courant de la soirée, en pleine fête. La surprise ! Mais pas celle qu'on attendait.

Pour en finir enfin avec la guerre et donner de la gloire à la nation, faute de mieux, Alphonse, d'accord avec le général Sylvestre, prépare en secret une armée. Tous les outils modernes, un matériel de choix. Nul n'est avisé, ni les ministres, ni même le général Bérenguer, résident du Maroc. Avec cette puissante armée, le général Sylvestre doit sortir de Melilla et marcher sur Alhucemas, la capitale d'Abd-el-Krim, dont il doit annoncer la prise au cours de la fête de Burgos.

L'Armée passe à l'attaque : pour Dieu, pour l'Espagne, pour le Roi. La réplique d'Abd-el-Krim est rapide : ses partisans infligent à l'armée du roi une de ces défaites dont on ne se relève pas. Au seul Mont Arruit périssent 10.000 soldats espagnols et la majorité des officiers et généraux est faite prisonnière. Parmi, le général Navarro.

Et ces prisonniers, enchaînés, défilent dans les rues d'Alhucemas qu'ils devaient conquérir, à l'heure où la Cour doit connaître la victoire.

Il faut connaître les gens et les mœurs de l'Espagne pour se rendre compte de l'effet produit par cette déroute. Ce fut une véritable stupeur.

Alphonse se terre, n'avoue pas le rôle qu'il a joué; il laisse rechercher les responsabilités; mais, dénoncé par le général Picasso, il assiste affolé au soulèvement de colère et d'indignation, de mépris, qui gagne le peuple tout entier.

Il souffle un vent de Révolution. Le trône chancelle. Va-t-il tomber ?

Pas encore ! Il est définitivement condamné, mais il veut durer malgré et contre tous.

Alphonse XIII appelle l'armée à son secours et, le 13 novembre 1923, le général Primo de Rivera, simulant un coup de force, s'installe dictateur.

LA DICTATURE

Quel programme apporte le dictateur ? Absolument aucun. Il prend le pouvoir et va assurer l'ordre, à la manière d'un soldat, par la violence déchaînée contre tout ce qui résiste à sa volonté.

De tous les dictateurs qu'a connus l'Europe ces dernières années, Primo de Rivera sera le moins habile, le moins effectif. Pas un instant il n'est le représentant réel de la volonté générale, comme un Lénine ou un Hitler; même, il ne représente pas un instant, comme Mussolini à ses débuts, un courant populaire progressiste. Les autres sortent du peuple, ont lutté avec le peuple, ont emprunté la phraséologie socialiste et, connaissant le peuple, l'ont plus facilement dupé et soumis. Avec Primo de Rivera, rien de tout cela. Il ne sait pas, comme Lénine-Staline, chassant les derniers représentants d'un féodalisme désuet, donner les terres à la collectivité et construire une industrie consi-

dérable; ou comme Hitler, tirer le peuple de la misère infinie où l'avaient plongé et le capitalisme étranger et son propre capitalisme, en lui faisant forger l'outil même de sa perte, cette industrie de guerre et cette armée; ou comme Mussolini, entreprendre des grands travaux et conquérir des colonies. Il s'essaye à singer les uns et les autres, mais mal, sans génie et sans appuis.

A sa chute — après 7 années de dictature — l'Espagne est plus misérable, si possible, qu'à sa venue et la dette publique est telle que nulle nation étrangère ne veut consentir de nouveaux crédits.

Primo de Rivera n'a qu'une idée — mais c'est l'idée fixe — une idée de soldat :

« Depuis longtemps, l'Espagne va de mal en pis. Sa décadence coïncide avec la montée de la bourgeoisie espagnole. Ce sont les conceptions bourgeoises de gouvernement, l'intervention des civils dans les administrations, la législation, la justice, la guerre, qui ont déterminé cet état d'infériorité dont pâtit le pays. Il faut donc revenir au « bon vieux temps », renvoyer les bourgeois à leurs boutiques et replacer les nobles et les militaires dans les charges qui leur reviennent ».

Bien que n'ayant pas suivi l'évolution de la bourgeoisie des autres pays européens, Angleterre, France, Allemagne, Italie, Suisse, etc., la bourgeoisie espagnole, au cours de divers mouvements intérieurs : Constitution de 1812, Gouvernement des Cortès de 1820, nouvelle Constitution de 1845, Révolution de 1868, République de 1873, etc., avait remplacé la noblesse, le clergé et les militaires dans les principales charges de l'Etat et s'était assuré un certain nombre de libertés et de privilèges.

Les militaires ont toujours vu d'un mauvais œil cette invasion de civils sur un terrain qui leur était réservé depuis des siècles.

Rejeter sur le bourgeois la faute des catastrophes militaires, de la misère générale et du désordre social semble à Primo de Rivera de bonne politique. Il est, évidemment, appuyé par toute l'armée, par tout le clergé et c'est là un appoint formidable.

Pendant ses sept années de dictature, en outre de la féroce répression contre la classe ouvrière, le général s'applique à chasser de tous les postes les civils, les bourgeois, et à les remplacer par des militaires. La hiérarchie seule y gagne en harmonie, mais des soldats qui légifèrent, administrent, rendent la justice, c'est évidemment le comble de l'absurde, de l'incompétence, c'est le désordre, le chaos.

Ainsi va l'Espagne.

Primo impossible passe la main au général Bérenguer à fin de liquidation.

LA REPUBLIQUE DU 14 AVRIL 1931

Le Gouvernement Bérenguer est essentiellement provisoire. Dans l'esprit de tous il doit assurer avec le moins de mal pos-

sible le passage de la royauté définitivement vomie à la République.

L'action directe de la C.N.T. sortant d'une longue et douloureuse période de clandestinité accélère le mouvement.

La bourgeoisie va prendre sa revanche. Tous les partis politiques ont été consultés et cela a abouti au fameux « pacte de San-Sebastian », qui assure la transmission des pouvoirs sans que les républicains portent atteinte à aucun des droits acquis.

C'est dans la maison du Dr Marañón que se fait la passation des pouvoirs à Alcalá Zamora, le comte de Romanones en étant l'initiateur.

Ce Président de la République, Don Niceto Alcalá Zamora, avait fait ses débuts dans la politique comme secrétaire du comte de Romanones; il avait été Ministre de la Guerre sous le dernier gouvernement libéral de la monarchie, en 1923. En avril, il avait donné sa démission parce qu'il était partisan d'une action militaire à Alhucémas pour venger l'honneur de l'Armée prétorienne. Santiago Alba exigea sa démission et ce fut une cause ou prétexte au coup d'Etat qui porta Primo de Rivera au pouvoir le 13 septembre 1923.

Catholique militant, pendant toute sa présidence il n'omettra pas d'aller à la messe tous les matins.

Comme on peut comprendre, ce devait être une drôle de République, celle qui est proclamée le 14 avril 1931.

Le monde s'extasie devant cette révolution qui n'a pas fait couler une goutte de sang royaliste, qui n'a pas mis le feu à un seul couvent.

Mais ceux dont le sang n'a pas coulé, battus seulement aux élections municipales du 12 avril, ne se sentent pas vaincus; ils menacent d'un soulèvement, quand la C.N.T. lance cet appel au peuple : « La République a été proclamée en Espagne. Les Administrations centrales, les Postes et Télégraphes sont aux mains du peuple. Pour sanctionner ces faits, le prolétariat doit descendre dans la rue. Une République bourgeoise ne nous enthousiasme pas mais nous n'accepterons pas une nouvelle dictature. Contre un réveil possible de la réaction armée, le peuple doit se tenir sur ses gardes. Si la République veut se consolider elle devra inévitablement compter avec les organisations ouvrières. Comme condition première, nous exigeons la mise en liberté de tous les prisonniers, immédiatement ».

Pour la libération des prisonniers, donc, la C.N.T. descend dans la rue. A Séville, elle organise un vaste Meeting de protestation à la sortie duquel la Garde civile charge les manifestants, en tue deux et en blesse un grand nombre.

La « République des Travailleurs » a eu son baptême. C'est la république « rouge ». Rouge du sang des ouvriers.

Ce même jour, 15 avril, l'an UN de la République, les républicains font une escorte à Alphonse XIII et les trésors de la

couronne qu'il vole à l'Espagne, jusqu'à la frontière — « pour qu'il ne lui arrive pas d'accidents ».

Le 1^{er} mai, à Barcelone, les Gardes de la Généralité et la police tirent sur les ouvriers, à Barcelone et à Bilbao.

Le 10 mai, les monarchistes se soulèvent. La C.N.T. décrète la grève générale. L'insurrection est ainsi jugulée; mais, du balcon du journal *A.B.C.*, on tire sur les ouvriers, on en tue un et un enfant qui passait. Furieuse, la foule va mettre le feu à quelques couvents de Madrid et quelques églises.

Le 28 mai, grève des pêcheurs de Pasajes; comme ils se rendent en cortège à San-Sebastian, ils sont sauvagement attaqués par la Garde civile qui en tue 4 et en blesse un grand nombre.

Le 10 juin, les pistoleros du « Syndicat libre » recrutés par l'Union générale des travailleurs, tirent sur les grévistes de la Casa Alera del Puerto, en blessent grièvement plusieurs. Ils sont durement punis par la foule.

Le 13 juin, à Villanueva del Arzobispo (Jaén) un groupe de muletiers, fatigués de supporter les embêtements de la municipalité républicaine aux mains des caciques monarchistes, essaient de s'emparer de la Mairie. La Garde civile tire sur eux, en tuant un et en blessant très grièvement cinq autres.

Et la République continue, sous la présidence d'Alcalá Zamora, à faire tirer sur les ouvriers par sa Garde civile, le 17 juin, 27 juin, 28 juin (jour des élections aux Cortès, qui donnent la victoire aux socialistes et républicains, mais tue 13 ouvriers), le 29 juin, le 1^{er} juillet, le 2 juillet, le 22 juillet, le 23 juillet, le 25 juillet, le 1^{er} août, le 8 août, le 10 août, le 24 août, le 30 août, le 2 septembre, le 4 septembre, le 16 septembre, le 21 septembre, le 28 septembre, le 30 septembre, le 2 octobre, le 9 octobre et cela n'arrête pas quand Azaña, le 13 octobre, prend la Présidence du Gouvernement; on tue encore le 9 novembre, le 28 novembre, le 10 décembre, le 12 décembre, le 14 décembre, le 18 décembre.

Ainsi finit l'an I de cette République du 14 avril 1931.

L'an II répètera l'an I jusqu'au bout, jusqu'au 18 juillet 1936. Le Pacte de San-Sebastian qui liait tous les partis politiques était bien observé; la République n'était qu'une monarchie sans monarque.

La misère, donc, continue. Et la révolte gronde. Les estomacs vides sont impatients.

La grande réforme attendue de la République, la réforme agraire, n'a fait l'objet que de quelques vagues discussions et les paysans ne peuvent s'en satisfaire. Leur situation, en effet, est unique en Europe dont les pays les plus rétrogrades ont solutionné la question il y a des années déjà, tels les pays balkaniques.

Nous avons déjà dit que le sol d'Espagne appartenait à quelques gros propriétaires (terratenientes), mais quelques chiffres donneront une petite idée de la chose :

ETAT DU SOL AVANT LE 19 JUILLET 1936

50.000 gros propriétaires terriens possèdent 51,5 % du sol de l'Espagne;

700.000 propriétaires possèdent 35,2 % du sol (c'est-à-dire que 86,7 % du sol est possédé par les 15 % de la population rurale).

1.000.000 de petits paysans possèdent 11,1 % du sol, 1.250.000 misérables possèdent 2,2 % et 3.000.000 ne possèdent rien.

Parmi les gros propriétaires fonciers, possèdent :

Duc de Medinaceli	Ha.	79.146
Duc de Peñaranda		51.015
Duc de Villahermosa		47.203
Duc de Alba		34.455
Marquis de la Romana		29.096
Marquis de Comillas		23.719
Duc de Fernán Núñez		17.732
Duc de Arion		17.666
Duc del Infantado		17.171
Comte de Romanones		15.132
Comte de Torres-Arias		13.644
Comte de Sástago		12.629
Marquis de Mirabell		12.570
Duc de Lerma		11.879
Marquis del Riscal		9.310
Duc de Albuquerque		9.077
Comte de Elda		8.323
Duc de Tamames		7.921
Marquis de Viana		7.166
Comte de Tareno		7.097
Marquis de Narros		6.736
Comte de Mora		6.503
Duc de Sotomayor		5.835
Duchesse de Plasencia		5.243
Comte del Real		5.142

Comtes, ducs et marquis, tous ces gens-là, évidemment, ne travaillent pas; ils sont trop grands seigneurs. Puis ils n'ont pas absolument besoin du revenu de leurs terres, ayant le trésor à leur disposition. Des régisseurs, des « genspillehommes », font pour leur compte souvent, « suer le burnous ». Le petit propriétaire astreint à payer des rentes élevées et ne pouvant adopter la culture moderne est plus misérable qu'un salarié d'usine; quant à l'ouvrier des champs, celui qui ne possède même pas

son petit lopin, c'est la faim perpétuelle, l'insécurité, la mort par inanition.

La question agraire, tant pour l'ensemble de la nation que pour ces esclaves pitoyables, est une question vitale. La République ne sachant ni ne voulant la résoudre, détermine une immense déception. Pierre Ganivet, faisant une enquête en Espagne en 1932, peut écrire : « Chaque jour qui coule, s'aggrave la crise tragique où se débat l'Espagne. Le Gouvernement républicain-socialiste avoue implicitement son impuissance. Les grèves industrielles, les soulèvements de ruraux, les incendies de couvents et d'églises, les pillages de boulangeries, les mutineries dans la flotte et l'aéronautique, les heurts sanglants avec la Garde civile se multiplient. L'Espagne vit dans une atmosphère de guerre civile et de combats de rues. Les ouvriers et les paysans proclament dans leurs assemblées, par leurs grèves et leurs coups de main, l'intention formelle de briser le système politico-économique actuel. Les autorités ripostent en incarcérant ou déportant au Rio-de-Oro, en Afrique, sans jugement ni mandat d'arrêt préalables, 110 militants anarcho-sindicalistes; en fermant les locaux, en suspendant les périodiques, en interdisant les rassemblements de la C.N.T.

« Après onze mois d'existence, la République est si discréditée que les royalistes osent déjà relever la tête et, par des manifestes, annoncer le retour du prétendant carliste en faveur duquel l'ex-monarque Alphonse XIII s'est désisté de ses droits. Les socialistes, par leur collaboration de classes, par leurs menées antiouvrières, se sont aliéné les sympathies qui les avaient portés au pouvoir en avril 1931. Le capitalisme espagnol sent ses jours comptés. Déjà il ne résiste plus moralement ni idéologiquement. Il n'a plus d'avocats dans la presse, dans l'Université, la haute magistrature ou même parmi ses bénéficiaires; les moins hardis des industriels, emportés dans le tourbillon, s'avouent disciples d'Henry Georges, c'est-à-dire partisans de l'expropriation des terres. Chacun vit dans l'espoir ou l'appréhension d'un nouveau régime. Personne ne doute de son instauration prochaine. L'Espagne est à un tournant capital de son histoire ».

Une grande revue bourgeoise, « Le Mois », dans un article dont le titre est un programme : « La Sagesse de la Révolution Espagnole », déclare : Une Constitution a été votée le 2 décembre. Il résulte des analyses auxquelles ont procédé certains juristes que cette Constitution, tout en contenant des déclarations d'allure moscovite (« République des Travailleurs », « La travail constitue une obligation sociale », « La propriété peut être socialisée » etc.) ne gratifie le peuple espagnol d'aucune disposition contraire à un état de choses modérément et sagement « bourgeois ».

Dans la République, gouvernements de droite ou gouvernements de gauche se disputent le pouvoir et usent des mêmes procédés contre les travailleurs. Ceux-ci, particulièrement avec la très active et puissante centrale syndicaliste, la C.N.T. (Confederación Nacional del Trabajo), continuent la lutte pour la transformation promise et non réalisée, défendant la « République » contre les retours offensifs des monarchistes, lesquels accusent les « gauches » de faire le jeu de la Révolution.

Entre les deux tendances politiques, la lutte prend de l'acuité. La C.N.T. se prépare à intervenir, non pour arbitrer le combat, mais pour y mettre fin en prenant elle-même en charge l'organisation de la vie sociale.

VEILLEE D'ARMES

La C.N.T., sortie en 1910 de la Fédération « Solidaridad Obrera » et qui a vécu presque en permanence dans la clandestinité, ses militants pourchassés, emprisonnés, abattus, ses sièges fermés, ses journaux supprimés, compte au Plenum de Madrid, en décembre 1931 : 839.853 membres pour 308.000 à la U.G.T. dont le Secrétaire général est Largo Caballero, leader socialiste, à ce moment-là Ministre du Travail, auparavant « Conseiller » du dictateur Primo de Rivera.

Immédiatement, la C.N.T. s'organise de manière à pouvoir contrôler toute la vie sociale et en assurer la gestion dès que les circonstances seront favorables. Elle adopte une organisation très souple, très simple, très logique, très efficace, en Fédérations d'industries, constituées à la base par les Conseils d'ateliers, d'usines, les syndicats locaux, fédérés à l'échelle locale, régionale, nationale.

Les rapports constants avec l'ensemble du Mouvement Libertaire F.A.I. (Federación Anarquista Ibérica) et J.J.L.L. (Juventudes Libertarias) lui permettent de ne pas négliger le côté culturel du problème, la formation des individus et des cadres. Des écoles rationalistes, des écoles de militants, des Anthénées libertaires, donnent des aliments et une clientèle à diverses firmes d'éditions sociales.

Le peuple, ainsi, s'éduque sans perdre son caractère spontané, combattif.

La cohésion des efforts étant assurée par les syndicats, la personnalité des adhérents et des groupes, leur autonomie fédérée, font de la C.N.T. une puissance absolument et intelligemment dynamique, ingouvernable, mais consciente du rôle qu'elle a à remplir.

Evidemment, de cet état de choses, elle a les qualités et les défauts. Maintes fois, elle devance l'heure de l'action, pleure des larmes de sang, laissant les meilleurs sous les balles de l'Etat républicain. On l'assassine en janvier 1933, à Casas-Viejas, pour

avoir commencé à vivre le communisme libertaire — 17 hommes, femmes, jeunes filles... — « Tirez au ventre » avait recommandé Azaña à ses gendarmes républicains, désignant ceux-là si généreux et grands qui n'avaient tué ni maltraité personne. Elle saigne en Asturies en 1934, sous les supplices, les assassinats de la soldatesque républicaine. O République de 1931 !

Aussi quand, en 1936, ont lieu les élections de février, les prisons regorgent de détenus.

Les politiciens se disputent le pouvoir, mais le mouvement libertaire est sans illusions, il est prêt. Il sait que si les droites l'emportent c'est à nouveau la dictature; si ce sont les gauches, c'est le soulèvement armé des droites, de plus en plus insolentes, organisées, résolues, en contact avec les fascistes d'Allemagne et d'Italie. La C.N.T., à propos des élections, fait cette déclaration : « Votez si vous voulez, mais quel que soit le résultat, c'est dans la rue, ne l'oublions pas, que se jouera la partie; et nous sommes prêts ».

Ces élections du 16 février donnent la majorité au Front Populaire, 271 sièges, pour 142 à la droite et 31 au centre.

Les gauches l'emportent, gare l'insurrection !

Les événements vont rondement : le 20 février, c'est Azaña qui est chargé de former le cabinet; le 7 avril, Alcalá Zamora est destitué de la Présidence de la République, qui passe à Azaña le 10 avril. Le 25 mai, les fascistes arrêtent leur plan d'insurrection, désignant comme chef militaire le général Sanjurjo et comme chef civil Calvo Sotelo, ex-ministre des Finances de Primo de Rivera. Les principaux chefs du fascisme n'ayant pas été réélus, tels Leroux, Cambo, de Velasco, Eloy Vaquero, Gil Robles, qui représentent les monarchistes, les grands capitalistes, les phalangistes, les gros propriétaires terriens, les cléricaux et l'armée, tout le passé, c'est Calvo Sotelo qui intervient à la Chambre avec talent et virulence. En outre, il appuie ses interventions de vastes rassemblements sur tous les points du territoire.

La C.N.T. se place sur le même terrain de l'action directe et réplique par des contre-manifestations, arrête les transports, sabote ces rassemblements. Le gouvernement Azaña emprisonne alors ceux de la C.N.T. L'armée, manifestement, se joint au mouvement qui s'annonce factieux; le gouvernement lui laisse tous les leviers de commande. C'est une véritable aberration.

Alors se produit un accident.

Des manifestants fascistes tirent sur les gardes d'assaut et tuent leur chef, le lieutenant José del Castillo.

Les Gardes sont énervés par la vie qu'on leur fait mener et, ce qui prouve bien l'impuissance du gouvernement à assurer l'ordre de quelque façon que ce soit, ils décident de venger eux-mêmes leur officier assassiné. Il a été tué le 12 juillet. Le lendemain, 13 juillet, des gardes vont chercher, à leur corps défen-

dant, sans ordres, le chef des fascistes qui avaient tué Castillo, Calvo Sotelo lui-même, l'emmènent dans un cimetière et l'exécutent.

Les Gardes donnent ainsi, involontairement, le signal de l'insurrection. Elle éclate au Maroc, quatre jours après, le 17 juillet, s'étendant à toute l'Espagne le 18.

Jusqu'ici, le Gouvernement a fait preuve de la plus incroyable inconscience mais, devant les événements dont il devait attendre tous les jours l'explosion, son attitude est absolument injustifiable. Le vendredi 17, la nouvelle parvient au Cabinet et dans les premières heures de l'après-midi, l'annonce en est faite aux députés par Indalecio Prieto.

L'opinion publique est avertie et elle attend du gouvernement la seule attitude possible — hors le suicide —, la publication d'un décret de dissolution de l'armée, l'ordre aux soldats de quitter les casernes et de rentrer chez eux, livrant immédiatement au peuple toutes les armes.

L'armée, en effet, dont presque tous les chefs sont du complot, n'appartient plus au gouvernement, ni la police dans sa plus grande partie. Le voudrait-il vraiment, le gouvernement est impuissant à s'opposer au soulèvement; seul, le peuple organisé dans ses syndicats de la C.N.T. et de l'U.G.T. peut répondre victorieusement.

Criminel ou aveugle, le gouvernement ne fait pas le geste attendu, ni le vendredi 17, ni le samedi 18; ce jour-là, même, il lance un communiqué effarant que publie toute la presse — encore soumise à la censure — et que répète la radio nationale dans la soirée et disant en substance : « Que le peuple ne se mêle pas de ce qui ne le regarde pas, que chacun reste chez soi; nous sommes maîtres de la situation ». Alors que l'insurrection est passé du Maroc à la métropole et s'étend partout...

Et les fascistes hésitent, ils attendent les premiers résultats et la réaction gouvernementale. Si, ce samedi 18, le gouvernement avait donné au peuple quelques milliers de fusils et quelques mitrailleuses, en quelques heures, le soulèvement était étouffé. Il y avait à Madrid, à Séville, à Valencia, à la Corona, à Zaragoza, à Barcelona et dans tous les autres centres importants, des organisations puissantes et combatives.

Mais le gouvernement a peur du peuple armé.

La grande trahison des politiciens commence ce jour-là.

D'ailleurs, le chef de cabinet, Casares Quiroga, a disparu. Le dimanche 19, c'est Giral qui le remplace, mais avec la même incompréhension.

A Barcelona, dans la matinée, les militaires sortent pour annoncer « l'état de guerre ». La C.N.T. et la U.G.T. ont décrété la grève générale là où « l'état de guerre » serait proclamé, automatiquement. C'est le signal. La C.N.T. et la F.A.I. entrent immédiatement en action. Companys, chef du Gouvernement de l'

Catalogne, a, tardivement, consenti des armes, mais il a peu de chose, le gouvernement central l'ayant déjà désarmé lui-même. Avec ce peu et ce que le mouvement possède en propre, la C.N.T. et la F.A.I. vont, en quelques heures, perdant 500 des meilleurs militants, dont Francisco Ascaso, battre les troupes insurgées, s'emparer de la Capitainerie, des casernes, des couvents armés, des dépôts d'armes, et fournir ainsi au peuple un armement sérieux. Les généraux, sans doute les plus intelligents de l'insurrection, sont faits prisonniers et seront exécutés un peu plus tard. La Catalogne fière et libre donne l'exemple, se libère totalement, et ses colonnes de miliciens filent sur l'Aragon en direction de Zaragoza.

La nouvelle en parvient à Madrid où tous hésitent et où le gouvernement continue à refuser les armes aux syndicats. C'est contre le Gouvernement Azaña-Giral que le peuple doit attaquer les factieux, s'emparer de la caserne de « La Montaña » en semant ses morts le long de la route. Enfin, comme Barcelona, héroïquement, le peuple, le peuple seul, soumet l'insurrection.

Et Valence se libère un peu plus tard, grâce aux armes que lui amènent les ouvriers de Madrid, le gouvernement refusant toujours et d'armer les uns et de désarmer les autres.

Dans des conditions analogues se libèrent : Bilbao, San-Sebastian, tout le Nord-Ouest de l'Espagne.

Enfin ! Voici un peuple qui ne se soumet pas au fascisme comme celui d'Allemagne et d'Italie, voici un peuple qui lutte, combat et vainc. Et ceci, juste au moment où Hitler reprend à la France démocratique et Front populaire les territoires de la Sarre et où menace la guerre.

L'Espagne libre, l'Espagne républicaine, est le rempart contre le fascisme qui tend à envelopper la France de toutes parts. Cette victoire du peuple, c'est la victoire des démocraties. Encore un effort, un geste ami de la démocratie française, et le danger est définitivement écarté; c'est le commencement de la faillite du fascisme en Europe et dans le monde.

Mais il sera dit qu'en Espagne rien ne se passe comme partout ailleurs. Attaqué, le gouvernement, non seulement est incapable de se défendre mais encore fait tout pour que ses défenseurs ne puissent remplir leur rôle.

Le peuple, en se sauvant du fascisme, sauve les démocraties du même péril; brusquement, la démocratie internationale décide d'un « Pacte de non-intervention », la France de Front populaire à direction socialiste ferme ses frontières aux républicains et bloque — en France — des armes achetées par le gouvernement régulier de l'Espagne, avant les événements, des armes indispensables pour écraser définitivement le fascisme espagnol.

Que se passe-t-il donc ?

LA REVOLUTION SOCIALE

Dans le désarroi général, les syndicats de la C.N.T. ne perdent pas la tête. Et souvent les suivent ceux de l'U.G.T. Spontanément, partout, ouvriers, employés, paysans, — sans ordres reçus, sans chefs et sans lois, comme les compagnons prenaient les armes libératrices — prennent les champs, les magasins, les ateliers, les usines, se mettent au travail, ne laissent pas deux jours les machines au repos, actionnent les trains, les trams, les métros, les camions, les taxis; fournissent à la population : pain, viandes, légumes, boissons; la force motrice, la lumière, le gaz, l'eau sont distribués comme devant, sans arrêt. Les patrons importants, les capitalistes, des ingénieurs aussi, au courant de l'insurrection, se sont mis courageusement à l'abri, la plupart en France, ou sont chez Franco. Pas un instant ils ne feront défaut quelque part. D'autres techniciens se présentent et les remplacent avantageusement. Des petits patrons donnent une adhésion enthousiaste au syndicalisme, ils se collectivisent, offrant leurs avoirs et leur savoir et bientôt, dans la première semaine, l'essentiel de la richesse sociale est entre les mains des seuls travailleurs : Collectivisé, puis Socialisé.

La Révolution sociale, la plus profonde, la plus humaine, est en train de s'accomplir dans l'enthousiasme de tout un peuple libéré de l'exploitation et de la domination de l'homme sur l'homme.

Privé de soldats, privé de policiers, seul le peuple étant armé, le pouvoir ne peut s'opposer à cette transformation que cinq ans de « République des Travailleurs » n'avaient même pas ébauchée. Pour qu'on ne l'oublie pas, l'Etat, en attendant de reprendre son rôle constant d'instrument de domination d'une classe sur une autre, constate officiellement la transformation, codifie le Socialisme libertaire.

Ce qu'est cette transformation absolument unique tant par son ampleur que par sa profondeur, quelques reportages rapides, vérifiés, en donneront une petite idée.

Almagro de la Mancha :

« Almagro, ville grise dans la terre grise et interminable de la Manche », patrie de l'immortelle fiction de *Don Quichotte*, était un lieu d'épouvante. Gros propriétaires fonciers et cléricaille exerçaient une tyrannie farouche. « Dominicains et Franciscains avaient décrété que c'était un terrible péché que de rire, et un crime digne des peines de l'enfer de cultiver la joie ».

Dans les autres régions de l'Espagne, par tous les villages, on voyait passer des femmes d'un autre âge, aux vêtements de couleurs criardes, de mode ancienne, et qui offraient de porte en porte des dentelles. Les enfants les suivaient étonnés comme devant un fabuleux spectacle. Elles se disaient « Lagarteranas » mais elles étaient d'Almagro comme de Lagartera ou des autres

villages de la région. Et celles-là, ces bohémienues, étaient des favorisées, « celles qui pouvaient s'offrir le luxe du voyage ».

Les autres, à l'ombre sinistre de l'église et des couvents, étaient dentellières. C'est elles qui fabriquaient les merveilleuses dentelles de la Manche.

Les yeux s'usaient sur les points délicats. La moitié des femmes perdaient la vue entre trente et quarante ans, 40 % des jeunes filles devaient porter des lunettes « pour fatigue chronique des yeux ».

Le mètre de dentelle leur était payé 1 peseta. Le marchand la revendait 40 pesetas.

Les ouvrières les plus agiles arrivaient à gagner 2 pesetas par jour. Une ouvrière ordinaire « se faisait » 80 centimes par jour !

Le sort des paysans était aussi misérable. Ils travaillaient seulement quatre mois dans l'année pour un salaire d'environ 3 pesetas 50 par jour. Avec cela il fallait vivre 12 mois.

Le 19 juillet, on le devine, fut accueilli comme une délivrance. Aujourd'hui, les dentellières touchent un salaire normal qui leur permet de s'en tenir à un travail normal. En outre, la plupart des terres de la ville ont été collectivisées.

Les paysans ont commencé le travail avec 40 paires de chevaux et 6 têtes de bétail d'une valeur totale de 116.000 pesetas.

Ils possèdent aujourd'hui 64 paires de chevaux et 65 têtes de bétail d'une valeur de 620.000 pesetas.

Le salaire est familial. L'homme touche 6,50 pour chacun des 365 jours de l'année. Le médecin et les produits pharmaceutiques sont gratuits pour les collectivistes. Cette année, chaque famille a reçu 100 pesetas de bonification.

Quant à la lutte au front : 200 hommes d'Almagro, en comptant seulement ceux de la C.N.T. 43 y ont trouvé la mort.

Effort pécuniaire : Almagro a donné à l'Etat 20.000 pesetas.

La Manche, interminable et toute grise, séjour d'enfer, commence une vie nouvelle à deux pas des hordes déchainées tentant de lui ravir sa liberté (Nov. 1937).

Benicarlo :

Benicarlo, face à la mer, centre de la région de Maestrazgo. La *Federacion Comarcal de sindicatos unicos* comprend 47 villages organisés avec 22 collectivités paysannes et 15 en projet. La C.N.T. y compte 11.000 adhérents et sa force augmente de jour en jour.

A Benicarlo, la C.N.T. compte 1.800 membres répartis en cinq syndicaux formant la Fédération locale : alimentation, paysans et pêche, métiers divers, produits chimiques, bâtiment, construction et décoration, métallurgie.

Toute la vie de la ville a été collectivisée par l'U.G.T. et la C.N.T. Dans certains cas, les deux centrales syndicales administrent en commun les collectivités; dans d'autres cas, elles sont séparées.

La C.N.T. a monté aussi un salon de coiffure collectivisé dans lequel travaillent douze camarades.

Le syndicat d'industries chimiques a collectivisé la fabrique de lessive.

La collectivité la plus importante de type industriel est celle des conserves dont les membres appartiennent à la C.N.T. et à l'U.G.T. Elle fait toutes sortes de conserves de légumes avec la production de la région. Elle occupe 200 ouvriers et travaille actuellement pour l'Intendance militaire et à plein rendement.

De la C.N.T. fonctionne aussi une fabrique de tonneaux avec trente camarades. Sur le chapitre de la pêche, la C.N.T. contrôle 400 pêcheurs collectivisés; mais elle travaille peu car elle souffre directement de la guerre; la première difficulté est le manque d'essence pour les bateaux. Enfin, une fabrique de savon est également collectivisée.

Aux champs : la radicale transformation de Benicarlo se note surtout dans les champs. Il existe deux collectivités, l'une de la C.N.T. et l'autre de l'U.G.T.

Celle de la C.N.T. est composée de 90 familles avec un total de 500 salaires. La production est parfaite et il n'y a pas un pouce de terrain qui ne soit cultivé.

Une porcherie avec 57 bêtes est installée dans de bonnes conditions; 70 agneaux, 5 vaches et un taureau complètent ce début d'élevage.

Quand se fonda cette collectivité, chacun des 25 affiliés apporta deux poules et deux lapins de son choix. Aujourd'hui, il n'est plus nécessaire d'apporter des bêtes pour entrer dans la collectivité. Un an d'efforts déjà. Les collectivistes de Benicarlo ne se sont pas fixés d'heures de travail; ils font ce qu'il faut afin de faire rendre à l'entreprise le maximum. Le salaire est de dix pesetas. Mais à part de cette somme, on répartit au prix de revient, entre les membres de la collectivité, tout ce que celle-ci produit. Le surplus est vendu à la Fédération provinciale des paysans de la C.N.T. et au Ministère de la Défense nationale. En 1937, il a été récolté : 140.000 kg. de pommes de terre, 20.000 de blé, 30.000 de maïs, 5.000 d'orge, 4.000 d'huile, 7.000 d'amandes, 9.000 d'oranges, 2.500 litres de vin. Plus de 300.000 kg. de légumes de culture maraîchère en général.

La collectivité commença à travailler avec 5 paires de bœufs, elle en possède 11 aujourd'hui. Dans la même proportion le matériel de labour et de travail en général a augmenté.

La Société générale des eaux de Barcelone :

La « Compagnie générale des eaux de Barcelone » et l'entreprise concessionnaire des eaux souterraines du Llobregat contrôlaient, avant la Révolution, la Compagnie espagnole du gaz Lebon dont elles possédaient la majeure partie des actions; elle contrôlait aussi la Société d'électricité de Malaga, de Murcie, les Sociétés du gaz de Valencia, Santander, San-Sebastian, San-Fer-

nando, Cadix, Chiclana, Puerto de Santa-Maria et Granada.

La presque totalité du capital de ces entreprises appartenait au trio financier Gari-Cambo-Ventosa. D'après la balance réalisée par les ouvriers de la Compagnie en prenant possession de cette entreprise, le capital qui est dès maintenant administré par eux est de 271.382.296 pesetas et les bénéfices sont de 11.705.926 pesetas. Cet état de comptes favorable permet de mettre en pratique tous les projets que le syndicat ouvrier des eaux a présentés pour le plus grand bien de la population de Barcelone.

Organisation nouvelle : Après avoir pris connaissance de l'entreprise, le syndicat ouvrier de la C.N.T. commença par implanter les bases qui avaient été présentées à la direction de l'ancienne entreprise et qui avaient été refusées. Les principales améliorations furent la semaine de 36 heures, salaire minimum de 14 pesetas, égal pour les femmes et pour les hommes, et l'instauration des assurances sur la vieillesse et la maladie.

Plus tard, on dut renoncer à la semaine de 36 heures pour les nécessités de la guerre.

Tout l'ancien personnel de la direction avec ses salaires fabuleux fut supprimé. Il n'en reste que les indispensables qui jouissent du même standard de vie que le reste des camarades.

Nouveaux tarifs : Le prix de l'eau est unifié à 40 cts le mètre cube au lieu de 70 à 80 cts autrefois; en certains lieux il allait jusqu'à 1,50. Une quantité d'eau est déclarée indispensable par les services de l'Hygiène, cette quantité n'est pas payée à la Compagnie.

On dépensait autrefois à Barcelone environ 140.000 m³ par jour : le chiffre dépasse maintenant 150.000. Et nos camarades sont en train de créer tout le nécessaire pour augmenter cette quantité.

Il y a un décret des services de santé d'après lequel chaque ménage ou personne seule peut dépenser 250 litres par jour minimum. Ceux qui ont chez eux un lavoir comptent 100 litres de plus et 100 pour la salle de bains (A Barcelone, dans chaque appartement, presque toujours, existe un petit lavoir contigu à la cuisine; on y lave le linge qui est étendu ensuite sur la terrasse).

La C.N.T. dirige l'entreprise : Le service public des eaux de Barcelone est désormais confié aux travailleurs de la C.N.T. et ceux-ci, dans l'ordre social et industriel, continueront à s'inspirer des directives révolutionnaires de la grande centrale syndicale.

Le « Syndicat ouvrier des eaux » a à sa tête un Comité de contrôle élu par l'Assemblée générale des ouvriers.

L'on peut considérer que l'efficacité de la collectivité est double : d'une part, elle garantit aux ouvriers le contrôle direct de la production et, d'autre part, elle réserve un pourcentage

des bénéficiaires à des initiatives (écoles, etc.) remettant le reste aux travailleurs de l'entreprise.

La collectivisation des salons de coiffure de Barcelone par la C.N.T. :

Avant le 19 juillet 1936, à chaque coin de rue, s'installaient des coiffeurs, sans aucun contrôle, la plupart du temps à crédit, pensant vivre sur le dos de l'ouvrier qui travaillait dans des conditions incroyables.

Le tarif était de 15 cents pour se faire raser et 25 cents pour la coupe de cheveux, sur quoi l'ouvrier touchait 50 % sans autre rémunération. Il travaillait sans trêve, arrivant le plus souvent à ne gagner que 3 pesetas dans sa journée. Les conditions d'hygiène étaient déplorables, surtout dans les quartiers populeux.

Dans les beaux quartiers, l'ouvrier gagnait 40 pesetas 25 par semaine pour 9 heures de travail quotidien.

Et Barcelone comptait 300 coiffeurs sans travail.

Situation nouvelle : La C.N.T. a pris à sa charge la totalité des établissements de Barcelone et la banlieue. Elle a fermé 900 établissements jugés inutiles, réalisant ainsi une économie de 80.000 pesetas par mois sur les loyers.

Nous n'avons laissé que 240 salons ouverts; non pas les mieux installés, mais ceux dont l'emplacement est le plus avantageux. Le matériel des maisons fermées sert à moderniser celles que nous avons laissées ouvertes.

Tous les coiffeurs travaillent, il n'y a plus de chômeurs. Nous avons même donné du travail à 350 camarades réfugiés qui occupent les places de ceux qui se battent.

Dans les 240 salons ouverts on travaille de 8 heures du matin à 9 heures du soir sans interruption. Chaque coiffeur prête ses services pendant 6 heures et demie; il y a l'équipe du matin et celle de l'après-midi. Il y a deux délégués dans chaque maison, celui du matin et celui de l'après-midi qui représentent la collectivité, veillant à la bonne marche des services; ils remettent la recette aux bureaux de la C.N.T. chaque jour et le samedi payent les ouvriers.

Maintenant, ceux-ci touchent 75 pesetas par semaine, tous, sans exception; les anciens patrons ou veuves qui tenaient un établissement, aussi, naturellement, en travaillant (11-12-36).

Dans l'ameublement socialisé :

Avant le 19 juillet 1936, l'industrie du bois était répartie en quelques 3.000 ateliers qui connaissaient une vie tellement précaire que les patrons, souvent, ne pouvaient payer leurs ouvriers.

Les grands magasins étaient les responsables de cette situation. C'étaient eux qui fixaient les prix et imposaient leurs conditions aux fabricants.

Les ouvriers étaient théoriquement payés 72 pesetas par semaine de 48 heures (tarif syndical) mais le chômage était tel

que personne ne touchait ce tarif. Ceux qui réclamaient étant immédiatement renvoyés, beaucoup se contentaient d'un salaire de famine, mentant ensuite au syndicat pour faire croire que le tarif syndical était accepté.

Spectacle navrant. Le samedi, on voyait devant les grands magasins des chariots pleins de meubles. C'étaient des patrons qui ne pouvaient payer leurs ouvriers et qui venaient vendre à n'importe quel prix pour avoir l'argent de la paie.

Le 19 juillet a changé tout cela. Les ouvriers ont pris les usines et les ont collectivisées, c'est-à-dire qu'ils les ont faites marcher à leur compte. Puis, réunissant usines et magasins selon des normes communes, ils ont « socialisé » l'industrie du bois.

Il n'y a plus aujourd'hui que 120 fabriques (au lieu de 3.000). Les fabriques sont munies « des perfectionnements les plus modernes, vu les possibilités financières, en ce qui concerne l'outillage et de toutes les améliorations connues, en ce qui concerne la commodité et l'hygiène ». Partout, il y a lumière, ventilation, douches, lavabos, vestiaires, piscine et bibliothèque.

Le salaire varie de 90 à 125 pesetas par semaine de 40 heures de travail en 5 journées de 8 heures.

Les ouvriers malades continuent à toucher leur salaire (rien n'existait autrefois comme assistance sociale).

Quand un ouvrier est trop âgé on lui confie un poste léger, de vente en général, dans un magasin. Ainsi il continue à toucher son salaire et il a la joie d'être encore utile à la collectivité.

Beaucoup d'anciens patrons, devant ces résultats, se sont incorporés d'eux-mêmes aux ouvriers et travaillent joyeusement à l'œuvre commune.

Ce sont les magasins (en contact avec le public) qui fixent les demandes et les modèles à produire. La construction regarde ensuite les ouvriers.

Les meubles ordinaires sont fabriqués en grande série, mais les meubles de style et de qualité sont de plus en plus demandés. Ceci prouve que les humbles aussi savent avoir du goût.

Malgré la hausse constante des prix de la matière première, le prix des meubles n'a pas augmenté. Pour les meubles de style, ils ont même légèrement baissé, et cela malgré les difficultés du transport (les camions sont souvent réquisitionnés pour le front) et les retards afférents à un système administratif qui retarde sur l'économie.

Cela a été possible surtout grâce à la simplification de la comptabilité et à la suppression des postes trop rétribués (les quatre camarades formant le Conseil économique du bois sont payés comme des travailleurs).

Autrefois, 80 % de la matière première venait de l'étranger. Aujourd'hui, les travailleurs réussissent à n'employer que des

bois espagnols et, début septembre, le syndicat du bois signait un contrat pour l'exploitation d'un bois catalan de 80 km².

Ainsi se développe la socialisation de cette industrie (septembre 1937).

Un laboratoire confédéral :

Le 2 septembre 1937, à 17 heures, a été inauguré à Masnou, près de Barcelone, le laboratoire agricole de la C.N.T.

Ce laboratoire est le troisième du monde. Ceux de Berlin et de New-York seuls le dépassent en importance. Mais le laboratoire confédéral sera le plus utile car il n'aura pas un caractère privé, il sera à la disposition de l'humanité.

Etudes de minéralogie, de pétrologie (il paraît possible de trouver du pétrole en Catalogne), chimie, microbiologie, botanique, service vétérinaire, etc., seront poursuivies sous la direction des plus grands savants de Catalogne.

C'est une nouvelle preuve de l'esprit constructif des syndicats. Pendant que les partis politiques se battent autour du pouvoir, n'apportant partout que confusion et désordre, à la base, les ouvriers augmentent sans cesse les richesses et possibilités de richesses du pays.

En pleine guerre, au milieu de mille difficultés et mille rivalités, sans argent presque, il paraissait un rêve de vouloir construire un laboratoire tel que la France, l'Angleterre ou la Russie ne possèdent pas le semblable. C'est désormais une réalité. Le Laboratoire Confédéral fonctionne.

Et nous sommes fiers de marquer que c'est là une œuvre strictement syndicale.

« Combien touchez-vous pour ces immenses richesses » demande au directeur du Laboratoire le délégué de « Solidaridad Obrera » ?

« Pas un centime, répondit-il; parce que, les hommes des universités, nous nous sommes incorporés depuis le 19 juillet, avec joie et satisfaction, dans ce mouvement de progrès des travailleurs espagnols qu'impulse la Confédération nationale du travail » (Sept. 1937).

LA CONTRE-REVOLUTION

Ainsi, la classe ouvrière espagnole, en ses seules organisations syndicales, trouve tous les éléments d'une vie nouvelle de liberté, d'égalité et de fraternité sociale.

Jamais, en aucun temps, en aucun pays, n'a été réalisée une telle transformation aussi vaste et aussi profonde.

Dans le domaine politique, dans le domaine économique, dans le domaine individuel ou éthique, c'est un bouleversement de toutes les valeurs anciennes, la preuve par le fait de la possibilité d'un monde sans aucun parasitisme, ni politique, ni économique, ni religieux.

C'est d'abord avec une stupéfaction profonde que les éléments parasitaires du vieux systèmes assistent à cette transformation.

L'Etat, impuissant à maintenir l'ordre contre le fascisme, n'a pu empêcher l'armement du peuple; armée contre ce peuple, l'Eglise a fermé boutique; inaptés à l'action directe, les politiciens de toute obédience se sont terrés. Il n'y a plus rien. Plus rien que le peuple glorieux, animé du plus magnifique élan de générosité et de sacrifice.

Et le peuple a vaincu les armées insurgées, et le peuple, luttant pour libérer le reste de l'Espagne, travaille ardemment pour supprimer enfin la misère, l'effroyable misère qui le ronge depuis des siècles.

Oui, c'est dans la stupéfaction que la bourgeoisie assiste à cette irruption du prolétariat.

Mais ça ne dure pas longtemps. La classe ouvrière est vraiment magnanime, voulant supprimer la tyrannie, elle ne se fait pas tyran. Elle ne cherche pas les responsabilités des événements qui ont coûté tant de sang, après les torrents de larmes, elle appelle en des « Comités des Milices » ou des « Comités de Défense », la collaboration de tous les secteurs antifascistes à la lutte et à la reconstruction.

Partout, la C.N.T. et la F.A.I. mènent la danse et cela avec une vaillance et une intelligence reconnues par tous.

Mais dès les premières victoires par eux remportées, dès que les fascistes sont réduits, déjà, les politiciens prétendent désarmer les « miliciens » et la F.A.I. doit lancer ce mot d'ordre : « Vous avez conquis vos armes de haute lutte, elles sont vôtres. Tirez sur quiconque prétendrait vous les arracher ! ».

Si, à ce moment-là, le peuple n'avait eu à se garder que de son gouvernement, la Révolution était un fait accompli; mais les événements vont prendre une tournure telle que bientôt c'est le monde entier qui luttera contre la Révolution espagnole.

Une chose est certaine, c'est l'intérêt considérable que la France a à ne pas laisser s'installer le fascisme sur sa frontière du sud. L'Allemagne, à l'est, vient de lui reprendre la Sarre et Hitler se fait de plus en plus dangereux; au Sud-Est, l'Italie avec ses visées sur Nice, la Savoie et la Tunisie, pouvant grâce à une marine de guerre redoutable et un aviation maritime non à négliger, contrôler les communications françaises en Méditerranée et donc ses relations avec ses colonies d'Afrique. Que le fascisme s'installe dans la Péninsule et la France est prise à revers en cas de guerre avec l'Allemagne, obligée de tenir sur trois fronts.

L'Angleterre aussi a un intérêt évident à ce que le fascisme soit liquidé pour la sécurité de ses communications avec l'Asie par Gibraltar et Suez.

En toute conscience, les révolutionnaires espagnols peuvent donc compter sur l'aide de ces deux nations, tout au moins de

la France dont le gouvernement est de « Front populaire » à direction socialiste; au pis aller, ils doivent compter sur une neutralité très bienveillante.

Or, le gouvernement français, qui a naturellement ses observateurs en Espagne, à Madrid comme à Barcelone, propose à tous les autres gouvernements la signature d'un pacte de non-intervention dans les affaires d'Espagne. Ce pacte est approuvé immédiatement par la Russie. Une déclaration solennelle en est faite le 15 août. Mais déjà le gouvernement français a fermé la frontière espagnole et des armes, achetées avant l'insurrection par le gouvernement républicain et qui passent en France en transit, sont arrêtées à la frontière, bloquées en France. Elles ne seront pas remises à l'Espagne républicaine.

Par le « Comité de non-intervention », entre autres nations France, Angleterre, Russie s'engagent à ne pas livrer d'armes aux républicains; mais des avions italiens transportent des armes à Franco et même, le 6 septembre, débarquent à Majorque tandis que le lendemain, un train de 23 wagons venant du Portugal arrive à Séville porteur de 14 avions de Hambourg, en pièces détachées, pour Franco.

Les pays démocratiques se refusent donc à permettre aux républicains espagnols de continuer à chasser les fascistes d'Espagne. Et ceci malgré l'intérêt évident, incontestable, de ces mêmes pays à empêcher les insurgés de gagner la guerre.

Or, il faudrait en vérité peu de chose aux milices antifascistes pour l'emporter définitivement. En faisant vite.

Faire vite ! Les révolutionnaires le savent bien. Les colonnes catalanes avec Durruti sont à quelques kilomètres de Zaragoza, empêchées d'attaquer par le manque de matériel. Et Zaragoza est la clé de tout le Nord de l'Espagne en même temps que de la Révolution sociale puisque la C.N.T. y comptait au moment de l'insurrection 40.000 adhérents.

La C.N.T. sait ces choses-là, mais les autres aussi le savent. Tous les autres.

Essayez de comprendre l'attitude de la France et de l'Angleterre et je vous défie de trouver d'autre explication valable pour tout esprit ouvert que celle-ci : « Tout est préférable à la Révolution, même le fascisme, même la guerre, TOUT ».

Il est évident qu'un simple gouvernement semblable à celui de la France ou de l'Angleterre aurait immédiatement eu leur appui. Mais il y avait la Révolution, absolument inséparable de la guerre maintenant, puisque la résistance au fascisme avait entraîné l'armement du peuple.

Pour qui connaît l'histoire du siècle, cela ne saurait surprendre. En 1871, Bismarck avait donné à Thiers 100.000 hommes afin que celui-ci puisse écraser la Commune, c'est-à-dire la Révolution; en 1918, les Alliés avaient donné à l'Allemagne pour écraser sa Révolution 100.000 hommes et leurs armes.

Ce sont des politesses que l'on se doit entre gouvernements. Il est donc logique que, contrairement à l'intérêt premier, vital, des peuples, les gouvernements de France, d'Angleterre et de Russie refusent des armes à un gouvernement dont ils savent bien qu'il n'aura aucune capacité de gouverner réellement.

En réalisant sa société fraternelle, sans classes ni castes, sans dieux ni maîtres, d'où était bannie toute exploitation et toute domination, le peuple espagnol avait, par les faits, démontré l'inutilité de l'Etat, donc des politiciens comme des prêtres ou des financiers. Bientôt, les faits allaient démontrer non plus l'inutilité mais la nocuité de ces institutions.

C'était là un péché capital par excellence qui ne serait pas pardonné au peuple espagnol.

A moins que les autres peuples, encore soumis aux lois meurtrières du vieux monde, ne viennent à son secours, soulevés en un enthousiasme incompressible par le spectacle de leurs aspirations les plus généreuses devenues réalités tangibles.

Précisément, en France, le peuple venait de manifester sa volonté de transformation sociale et, en outre de son gouvernement constitué par toutes les forces de gauche, les travailleurs étaient groupés dans une seule centrale syndicale forte de plus de cinq millions d'adhérents.

Mais le syndicalisme français est contrôlé par les politiciens et les syndiqués y sont soumis aveuglément à des chefs dont les directives sont des ordres. Cependant, ces chefs craignent d'être débordés par les troupes. La conspiration du silence sur la Révolution espagnole est admirablement organisée. Le quotidien de la C.G.T., *Le Peuple*, à l'exemple du *Populaire* du parti socialiste et de *L'Humanité* du parti communiste, ne parlent jamais des réalisations sociales d'Espagne, mais seulement de ses gloires militaires, de ses audaces, de ses vertus guerrières — toutes choses qui ne peuvent guère emballer un peuple qui sort d'une guerre de 52 mois qui lui a coûté des torrents de larmes et de sang et qui sait le prix de l'héroïsme — de même qu'on ne lui parle pas de la « Révolution » espagnole mais de la « République » — laquelle était morte de sa plus pitoyable mort le 19 juillet.

Et c'est ainsi que s'explique l'attitude du peuple de France; par son ignorance des faits réels. Ignorance voulue, entretenue par les politiciens de toute obédience. Ignorance qu'il n'allait pas tarder à payer bien cher.

Puisque, contre toute espérance, les démocraties refusaient les armes contre le fascisme, il restait à l'Espagne de chercher en elle-même les ressources nécessaires à sa libération; ressources morales et militaires.

Jusque là, non seulement le gouvernement n'avait pris absolument aucune part effective à la lutte mais il avait tout fait, consciemment ou inconsciemment, de ce qui était en son pou-

voir pour empêcher la victoire du peuple. Heureusement, son pouvoir était nul.

Il ne prend aucune part à la remise en marche de l'économie ou à la distribution des produits. Tout se passe absolument comme s'il n'y avait jamais eu le moindre gouvernement.

Cependant, l'heure est venue où il peut encore participer et à la guerre et à l'économie.

Il est détenteur, conservateur, de l'or de la Banque d'Espagne. Il y a là, au début des événements 2.400.000.000 de pesetas, ce qui, avec les biens saisis aux factieux, doit bien approcher de trois milliards-or. Il n'y a certes pas beaucoup de nations qui possèdent de telles réserves.

Les pays signataires du Pacte de non-intervention refusent les armes. Les frontières sont fermées. Soit ! Mais, dans tous les temps, des marchands de canons qui n'ont pas de patrie, sinon l'or, vendent à n'importe quel bellégerant — qui peut payer — n'importe quoi. Et il n'y a pas, pour eux, de frontières. Ils ont les arguments qui relâchent toutes les surveillances.

L'Espagne, donc, à qui l'on refusait les armes, pouvait les acquérir. On les lui aurait apportées, puisqu'elle avait de l'or. Mais, mieux encore : dès les premières heures, le peuple était maître de la flotte. Il lui manquait des techniciens pour l'utiliser. Avec de l'or, on en trouve. Avec de l'or on pouvait donc armer cette flotte et le blocus cessait d'exister.

C'est simple, parfaitement faisable. La C.N.T. l'a compris dès le premier jour et, trainant après elle U.G.T. et autres forces révolutionnaires, elle demande au gouvernement la disposition de l'or pour passer les marchés d'armes.

Des armes ? C'est-à-dire la victoire sur Franco et au seul profit du peuple ? Le gouvernement ne dit pas sa pensée qui est celle-ci : « Tout, même Franco, plutôt que la Révolution », mais Giral refuse l'or. Il ne peut en disposer sans la signature des régents — qui sont chez Franco et ne sont pas près de signer —.

La C.N.T. aurait pu pendre ces gouvernants sans vergogne mais elle était convaincue qu'elle avait besoin d'un visage légal et classiquement « d'Ordre » pour neutraliser le capitalisme international. Aussi, la C.N.T. se contente de menacer et elle est soutenue par tous les secteurs révolutionnaires.

La menace de la C.N.T. a pour conséquence le renvoi de Giral et son remplacement par un cabinet Largo Caballero, le 4 septembre, qui s'appuie sur les socialistes et les communistes.

Et Largo Caballero refuse l'or pour acheter les armes.

Est-ce la rupture ? La lutte intestine ? Non pas. La situation de la C.N.T. change totalement. Avec Giral, ou plutôt contre Giral, elle avait derrière elle U.G.T., Parti socialiste et partis communistes. Ceux-ci sont au pouvoir, maintenant, loin de sou-

tenir la C.N.T., ils seront tous contre la C.N.T. pour le gouvernement, pour l'Etat, puisque Caballero est et chef de la U.G.T. et leader du parti socialiste et de la tendance d'accord avec le parti communiste puisqu'il est surnommé « le Lénine espagnol ».

Il faut donc choisir entre la rupture du front révolutionnaire et en conséquence la victoire de Franco, ou la continuation de la lutte avec des moyens lents et incertains, mais qui, tout au moins, laissent l'espérance d'un revirement et, en tous cas, reculent l'échéance. Dilemme tragique, posé à des hommes qui en ont pleine conscience.

La bourgeoisie espagnole maintenant est en situation de marchander à la C.N.T., au peuple, un accord impossible à éviter. La bourgeoisie sait l'amour du peuple pour ses conquêtes. Elle sait qu'il peut tout collectiviser, tout socialiser, ne rien laisser du vieux monde. Elle sait aussi que, seul, l'Etat peut arrêter le peuple sur la route de la victoire totale. L'Etat, quelques jours, a pratiquement disparu; il faut le rétablir dans sa puissance — coûte que coûte —. Il faut d'abord gagner du temps en attendant cette restauration.

L'or, ce serait la défaite rapide de Franco. Les révolutionnaires n'auront pas l'or.

Course de vitesse. Le gouvernement de Catalogne — la Generalitat — est déjà remplacé par le Comité de défense, il ne jouera plus qu'un rôle honorifique pour l'extérieur.

La C.N.T. et la F.A.I., les yeux fixés sur le but, mènent une campagne sévère, demandant à prendre leurs responsabilités.

Sur les fronts du Nord, défaite sur défaite; les armes manquent; sur Madrid, les fascistes avancent à grands pas; on annonce même, à l'étranger, la chute de la capitale; la C.N.T. propose la création d'un « Comité de défense » à Madrid.

Mais Largo Caballero est un vieux renard. La C.N.T. a demandé à prendre ses responsabilités, nul ne comprendrait qu'elle les refuse; elle est prise à son propre piège, Caballero refuse le Comité de défense qui ne pourrait être qu'une réplique de celui de Catalogne et l'annulation pratique de l'Etat et offre la constitution d'un gouvernement dans lequel la C.N.T. pourrait prendre les responsabilités qu'elle réclame.

C'est l'engrenage. Les anti-étatistes aident l'Etat à revivre.

*
**

Depuis quelques temps, un autre acteur a fait son apparition sur la scène d'Espagne, la Russie.

Rompant tous ses accords avec les puissances démocratiques, brusquement, au moment même où Franco semble devoir écraser sans difficultés les antifascistes dépourvus de moyens belliqueux, un bateau chargé d'armes russes arrive à Barcelone et permet aux colonnes catalanes d'Aragon et aux combattants de

Madrid de stopper l'avance franquiste, redonnant foi aux combattants qui avaient quelques raisons de désespérer.

La Russie est avec nous, vive la Russie !

Qu'est-ce qui peut expliquer ce revirement ? Le Parti communiste était, en Espagne, quasi inexistant et sans aucun avenir. La Russie ne pouvait donc escompter une victoire des siens.

Mais la Russie se débattait en des convulsions qui effraient le monde. Staline, en des procès tant spectaculaires que mystérieux, faisait condamner à mort tout ce qui restait des premiers compagnons de Lénine, tout ce qui était combattant des premières heures de la Révolution d'Octobre. Et l'exécution suivait.

Et dans le sein même des Partis communistes de partout, le désarroi se notait par des démissions retentissantes et nombreuses. Ceci, au moment où la guerre internationale se faisait plus probable à bref délai, dans laquelle le sort de la Russie allait certainement se jouer.

Or, ses Partis communistes, dans chaque pays, sont un des organes le plus bénéfique de la politique étrangère russe. Etant donné la structure de ce Parti, sur le plan international comme sur le plan national, le Parti est une fraction de l'Etat russe, où qu'il fonctionne; il est l'« Intelligence Service » russe en beaucoup mieux. Au moment où la politique étrangère russe en aura le plus besoin, voici que la discipline du Parti communiste dans chaque pays se relâche, que la désaffection des masses de militants se manifeste.

Qu'un pays comme l'Espagne donne aux communistes sincères du monde l'exemple d'une Révolution incontestablement sociale, mais plus libre, plus humaine, plus complète que la Révolution russe, et la désaffection pour celle-ci ne peut que s'accroître. Ce peut être une question vitale pour la Russie que de s'emparer coûte que coûte du mouvement révolutionnaire espagnol ou tout au moins — et coûte que coûte — de l'empêcher d'évoluer dans le sens de la Révolution sociale.

Pour parvenir à ce but, un minimum de forces sur qui appuyer son activité en Espagne est nécessaire à la Russie. Il n'y a pas de Parti communiste suffisant ? On va en fabriquer un de toutes pièces.

Dire tout ce qui fut mis en œuvre dans ce but exigerait des volumes, mais que l'on veuille bien s'attarder un instant sur ce document, pris entre mille autres; il nous est fourni par le Parti socialiste qui commence à se rendre compte du rôle de dupe qu'il a joué au seul profit du Parti communiste et de la contre-révolution : « Quand éclata la rébellion fasciste, les organisations ouvrières et les éléments démocratiques du pays étaient d'accord sur ce point, qu'à la dénommée Révolution nationale, qui risquait d'entraîner notre peuple à l'abîme de la plus noire misère, il ne pouvait être opposé qu'une révolution

sociale. Mais le Parti communiste s'opposa à elle de toute son ancienne thèse d'une République d'ouvriers et soldats et de la dictature du prolétariat. De la constante répétition de leur consigne d'une République démocratique parlementaire on peut déduire qu'il a perdu tout sentiment de la réalité. Quand les secteurs catholiques et conservateurs du peuple virent brisé leur système et ne savaient plus comment en sortir, le Parti communiste leur assura de nouvelles espérances. Il leur assura que la République démocratique bourgeoise pour laquelle il plaidait n'opposerait pas d'obstacles à la propagande catholique et qu'il serait disposé, avant tout, à défendre les intérêts de classe de la bourgeoisie » (*Adelante*, 5 janv. 1937, organe du Parti socialiste de Valencia).

S'appuyer sur tous les secteurs réactionnaires, anti-révolutionnaires, cléricaux, constituer avec une organisation puissante encadrée avec les éléments venus de l'étranger et de Russie, les soumettre — autant que cela est possible — à la discipline constitutive du Parti communiste, se rendre utile par l'apport des armes russes, bientôt indispensables par les promesses de nouvelles armes russes; appeler de tous les pays des volontaires combattants, les constituer en colonnes communistes, commandées d'Albacete par André Marty, et, par un chantage permanent, prendre toutes les places dans les organismes d'un Etat que l'incompréhension de Caballero leur livre pieds et poings liés, voici le jeu qui doit aboutir, soit à la victoire sur Franco au seul profit de la Russie et du Parti communiste, soit à la déroute militaire et la disparition de la première Révolution sociale.

Ce jeu est joué avec une patience, une audace, un cynisme sans merci. Tout est sacrifié au but.

D'abord, attaque contre la Révolution : création de syndicats bourgeois (petits industriels, petits commerçants, etc.) que la C.N.T. refuse et que l'on intègre dans la U.G.T., qui n'était déjà pas si révolutionnaire.

Arrêt, par codification, par législation, de la collectivisation à un certain degré ce qui a pour résultat voulu l'existence d'un secteur de la bourgeoisie excessivement important;

Désarmement du peuple par la militarisation des milices, d'une part, et la levée de classes au profit de colonnes gouvernementales;

Limitation des pouvoirs de police des révolutionnaires et organisation des corps de police du gouvernement.

Les postes de responsabilité — ou de profit — sont nombreux dans tous ces organismes. Les partis politiques se les disputent et entre leurs divers secteurs c'est une lutte constante, sans honte ni merci, qui empoisonne toute la vie publique.



Mais ce ne sont là que les prémices d'une attaque plus directe contre la Révolution qui a eu le tort de n'être pas autoritaire.

Prise à son piège et croyant en outre y trouver des armes, le 6 décembre, la C.N.T. a envoyé quatre ministres au gouvernement. Franco avance sur Madrid à raison de quinze kilomètres par jour et il est déjà dans les faubourgs. Dans la ville, les syndicats organisent la résistance. Durruti sollicité, consent à venir dans la capitale avec ses colonnes confédérales. Il arrive, cependant que le gouvernement ayant assuré la complicité de la C.N.T. ose maintenant s'enfuir à Valence.

Et le peuple de Madrid et la colonne Durruti bloquent l'attaque, sauvent Madrid.

Et Durruti est assassiné dans la rue. La Révolution joue de malheur.

La militarisation se poursuit à un rythme accéléré. Le prétexte en est — publiquement — la nécessité d'un commandement unique.

Les colonnes confédérales d'Aragon, s'appuyant sur les collectivités les plus poussées (suppression de l'argent), demeurent de la C.N.T. Qu'à cela ne tienne; elle n'auront pas d'armes. Les bateaux russes ne viendront plus à Barcelone; elles seront strictement destinées aux troupes de l'Etat et aux colonnes internationales d'André Marty et débarquées à Carthagène.

Ne pas donner des armes à l'Aragon est une véritable trahison, mais qu'importe à tous ces politiciens dont le seul souci est de conserver des privilèges que la Révolution supprimerait.

N'ayant ni armes lourdes, ni avions, les colonnes d'Aragon ne peuvent attaquer Zaragoza, clé du Nord. Du Nord qui s'effrite sous les coups de Franco et de la trahison du secteur bourgeois basque. Un effort est fait cependant et qui aboutit à la prise de Belchite, réveillant un enthousiasme inouï. Tout n'est pas perdu !

En France, *La Dépêche de Toulouse* du 7 sept. 1937 écrit : « Les opérations excentriques des rebelles et des Italiens sur Santander — des opérations politiques, toujours — ont permis aux républicains de tenter le grand coup de reprendre l'initiative des opérations et d'imposer à l'adversaire un front d'activité le plus favorable aux loyalistes. Nous pouvons dire que si le point de l'Aragon s'affirme comme le front principal, si les rebelles sont forcés d'y amener leurs troupes de choc, leurs masses principales en tanks, artillerie et aviation, et si, guerre de manœuvre ou guerre d'usure, c'est sur la ligne du Gallego ou sur le front Saragosse-Teruel que les armées s'affrontent pour une lutte décisive, alors l'état-major de la République pourra se vanter d'avoir obtenu une grande victoire stratégique par la mise en activité du « front catalan ». »

Mais de ces victoires du peuple, il n'en faut à aucun prix. Toute la propagande du Parti communiste tend à dénigrer le seul secteur révolutionnaire, celui du mouvement libertaire, et par les milliers de voix de ses adeptes elle a lancé ce slogan : « Les anarchistes ne veulent pas se battre, il faut les envoyer de force aux armées, tandis que nos vaillantes troupes attaquent sur tous les fronts, le front d'Aragon ne bouge pas ».

En Espagne la vérité se sait, mais à force d'être répété un mensonge passe au rang d'une vérité. Le Parti communiste le sait. Aussi l'accord est-il général, sauf maintenant avec une fraction du Parti socialiste qui commence à comprendre le rôle qu'on lui a fait jouer avec tous les secteurs politiques : il faut réduire la C.N.T. Et l'on peut lire ce texte inqualifiable dans le journal de l'Esquerra catalane, *La Humanitat* du 3 septembre 1937 :

« Si nous avons de la mémoire, nous nous souviendrions du mal que nous ont toujours fait les succès sur le front. Il est préférable de subir des revers comme ceux de Malaga, Bilbao ou Santander que de remporter de grandes victoires qui stimulent certains secteurs à s'emparer du butin moral et matériel ».

Aussi, les compagnons de la C.N.T. pouvaient-ils faire appel pour le front d'Aragon, tel celui-ci de Miguel Martin Guillén en *Orientaciones Nuevas*, du 22 mai 1937, qui montre bien l'état de la question : « Envoyez-nous des fusils, des tanks, des avions, etc., et tout l'Aragon sera nôtre ! Moins de trahisons et plus de compréhension face à la situation réelle ! Moins de politique et plus de faits et Huesca, Zaragoza et Teruel tomberont en nos mains ! Nous ne pouvons tolérer plus longtemps qu'ici on nous condamne à une inactivité causée par des facteurs bien connus. Moins d'intrigues et plus de responsabilité ». Ce chef militaire des colonnes d'Aragon peut faire appel, l'appel ne peut être entendu.

Mais les communistes continueront à déclarer partout : les anarchistes ne veulent pas se battre.

Dernièrement, dans *Solidaridad Obrera* de Mexico, numéro du 4-8-45, R. Rocker rappelle ce fait : « Quand la C.N.T. de Catalunya se chargea du Comité de défense, laissant à la U.G.T. celui du ravitaillement, le conseiller communiste Comorera se donna à l'œuvre d'annuler le labeur des syndicats respectifs de la C.N.T. pour remettre aux mains des commerçants et boutiquiers de Barcelona le ravitaillement de la ville.

« En même temps, la presse bourgeoise et la presse communiste ouvraient une guerre soutenue contre la C.N.T., la rendant responsable de tous les embêtements qui résultaient de l'activité de Comorera... »

« En janvier 1937, au village de Fatarelle, ils poussèrent leur malveillance au point d'organiser un soulèvement contre la C.N.T., ce qui n'a évidemment en soi aucune signification, mais

cependant peut démontrer de quoi étaient capables ces éléments ».

Un autre exemple des plus connus, cité par Paul Lapeyre en 1937 dans une brochure des plus intéressantes, *Lueurs sur l'Espagne*, est celui-ci : « Un jour, à Barcelone, après avoir été rare, le pain manque tout à fait. Or, les producteurs de blé sont incontestablement les collectivités agraires de la C.N.T.. Comme les boulangers distributeurs du pain sont les boulangers, aussi, de la C.N.T.

« Les bruits que faisait circuler le Parti communiste se précipitent. On accuse la C.N.T. d'organiser la famine

« Les pommes de terre aussi manquent. La C.N.T. est accusée, puisque les paysans sont de la C.N.T. Une manifestation de ménagères s'organise avec une apparence de spontanéité remarquable (Le Parti communiste sait bien faire les choses) et réclame contre la C.N.T.

« Cette fois, à la C.N.T., on s'émeut; quelques compagnons armés font perquisitionner dans les entrepôts de M. Comorera, chargé du ravitaillement, et qui, sur le circuit du blé et des patates se trouvait placé entre les paysans et les détaillants. On trouva dans ses entrepôts le blé et on y trouva les patates... pourries.

« Bien que grand homme du Parti communiste, le sieur Comorera dut disparaître tant le scandale fut grand ».

Ces faits renouvelés quotidiennement énervent l'opinion publique. L'esprit révolutionnaire, peu à peu, se concentre dans les seules collectivités.

A l'armée gouvernementale, appuyée par les colonnes à tout faire de Marty, se joint une police sans cesse plus importante. C'est d'un mauvais présage.

Au début de mai 1937, les forces de conservation sociale se croient assurées de pouvoir en finir avec la Révolution.

Brusquement, le central téléphonique de Barcelone, aux mains du syndicat, est attaqué par la police qui assassine les ouvriers travaillant au rez-de-chaussée. Mais, le coup de surprise passé, la résistance s'organise cependant que les assiégés lancent un appel à la C.N.T. Celle-ci, la F.A.I., les Jeunesses libertaires et le P.O.U.M. descendent dans la rue et engagent le combat.

La lutte dure trois jours Le peuple, une fois de plus, est le maître. Il peut massacrer tous ces reîtres au service de la réaction et de la Russie. Le Comité de la C.N.T. intervient, fait cesser le feu. Magnanime, la C.N.T. pardonne encore. Elle en aura sa récompense quelques jours plus tard, puisque ses militants empliront les prisons.

Les deux responsables directs — non pas les vrais —, les deux hommes de coup de main, sont chassés — non pas fusillés —, ce sont : Artemio Aiguade, ministre de l'Intérieur de Catalogne, membre de l'Esquerra Catalane, représentant de la bour-

geoisie, et Ramon Salas, directeur de la police, membre du Parti communiste.

Le gouvernement de Valence — l'Etat — pour assurer Barcelone contre le retour de tels faits, couvre la ville de policiers. Des arrestations par centaines, non pas chez les coupables, mais chez les victimes : compagnons venus de l'étranger en aide à la C.N.T.; camarades de la C.N.T.; vaincus du P.O.U.M., communistes non orthodoxes et que les communistes orthodoxes essaient d'éliminer par tous les moyens. Profitant du mouvement, pendant ces trois jours, on a assassiné des militants comme Ferrer ou Berneri; maintenant, la censure est rétablie, supprimée la radio libre au seul profit des postes d'Etat. L'Etat, toujours lui. Négrin, domestique des Banques et de Moscou, restaure l'ordre.

Il est sûr, désormais, que l'Etat peut remplir son rôle, son rôle éternel, Négrin n'a plus peur de la Révolution, il a des forces capables de la soumettre.

Il va faire la guerre. Mais, avec la Révolution moribonde, la volonté de vaincre se transforme. Les sacrifices devenus obligatoires ne sont plus audacieusement consentis. Les partis, le Parti à la curée, jouit insolemment de sa victoire.

L'Espagne entre dans une longue, douloureuse, pitoyable agonie.

EPILOGUE

Des années ont passé. Les peuples ont connu les horreurs de la guerre. Les armes essayées sur l'Espagne révolutionnaire ont fait merveille contre les spectateurs d'hier, peuple d'Angleterre et peuple de France; 17 millions des plus beaux jeunes gens de Russie sont morts sur les champs de bataille...

Comme s'il y avait une justice immanente !...

Mais le fascisme a disparu d'Allemagne, d'Italie et du Japon, et, là aussi, il n'y a que ruines et que deuils.

Franco fait encore régner sur l'Espagne le régime de misère et d'esclavage qui a tant coûté au monde.

Son pouvoir est éphémère. Pourquoi dure-t-il encore ?

Demandez au capitalisme international, demandez à Rome, demandez à Londres ou New-York, demandez à Moscou ou demandez à Paris.

Pourquoi le monde n'a-t-il pas donné congé à Franco ?

Le passé éclaire le présent.

Hier, Franco a vaincu parce que le parasitisme international ne voulait pas de la Révolution à aucun prix.

Et parce que, épars dans le monde, qui ne sont pas morts dans les camps de concentration de la démocratie française ou du nazisme, dans les combats de la libération, il reste encore des millions de témoins d'un ordre social vraiment humain, qui portent en eux le feu sacré que les vicissitudes n'ont pu éteindre, des millions d'hommes et de femmes qui ont touché le ciel de leur front et ne pourront plus s'agenouiller, tout le vieux monde a peur.

Mais le vieux monde craque de toutes parts; partout les peuples prennent conscience de leur état.

Le temps n'est pas lointain où le flambeau allumé en Espagne le 19 juillet 1936 par la C.N.T. et la F.A.I. brillera comme un soleil aux yeux éblouis du monde renoué.